



DONNÉES NUMÉRIQUES

Mise en service officielle du Data center

Le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, a procédé hier à la mise en service officielle du Data center destiné à assurer, pour le compte de l'Etat congolais, l'affermissement de l'économie numérique.

Érigé dans l'enceinte de l'Agence de régulation des postes et communications électroniques (ARPCE) dont la mission est d'accompagner l'inclusion du numérique dans tous les secteurs, ce Data center construit pour un coût de 1,6 milliard FCFA abritera également trois centres d'opération et de stockage des réseaux et services des communications électroniques. « Pour ce qui est du Data center, l'ARPCE s'octroie une plus grande capacité de stockage pour fluidifier les échanges, amplifier et booster l'écosystème numérique national. Il permettra à notre pays de s'insérer durablement à l'ère de la mondialisation soutenue par Internet. », a précisé le directeur de cette structure, Louis-Marc Sakala.



Page 2

Le Premier ministre coupant le ruban symbolique Adiac

UNIVERSITÉ MARIEN-NGOUABI

10.154 dossiers de bourses à l'étude



La ministre de l'Enseignement supérieur recevant un lot de dossiers de bourse à l'analyse de 10.154 dossiers de bourses, soit 6598 dossiers

pour les étudiants congolais sur le territoire et 3556 pour ceux de l'étranger.

L'examen des dossiers de bourse se tient, selon la ministre de l'Enseignement supérieur, Edith Delphine Emmanuel, dans un contexte marqué par un cumul des arriérés de bourses au cours de ces dernières années. « Je vous invite donc, en marge de l'examen des dossiers à votre disposition, à envisager la manière dont l'Etat pourrait solder sa dette sociale envers les étudiants », a-t-elle indiqué.

Page 3

DROITS HUMAINS

Réflexion autour du mécanisme national de prévention de la torture



La Fédération internationale des actions des chrétiens pour l'abolition de la torture au Congo, en partenariat avec les représen-

Les participants à la réunion de la Fiacat/Adiac tant des Organisations non gouvernementales, entamé le 10 août les discussions sur le mécanisme national de prévention de la torture.

Cette rencontre à laquelle sont associés les différents services de la société civile et de l'Etat a pour objectif de promouvoir la ratification du protocole facultatif du secrétariat des Nations unies en la matière.

Page 3



CÔTE D'IVOIRE

Laurent Gbagbo quitte le FPI

L'ancien chef de l'Etat et fondateur du Front populaire ivoirien (FPI) a annoncé lundi son intention de quitter son ancienne formation politique pour éviter un bras de fer avec ses anciens compagnons, notamment Pascal Affi N'Guessan, son ex-Premier ministre. « Aujourd'hui, je suis revenu de prison, il nous faut avancer. Je propose de laisser Affi avec l'enveloppe qu'il détient. Nous allons baptiser le FPI autrement. Nous allons continuer à lutter. Le FPI, c'est nous et nous allons changer de nom. C'est tout », a-t-il déclaré lors de la réunion du comité central extraordinaire du FPI.

Page 9

CLIMAT

Des inégalités régionales dans les prévisions de l'ONU

Page 7

Éditorial
Accablant !

Page 2

ÉDITORIAL

Accablant !

Accablant à tous égards est le dossier sur le dérèglement climatique que vient de rendre public le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Rédigé et signé par 234 scientifiques de 66 pays sur la base de 14 000 études scientifiques, le premier volume du sixième rapport de cette institution non seulement confirme le danger que la dégradation de notre environnement fait courir à toute l'humanité, mais encore et surtout démontre qu'elle est toujours largement sous-estimée en dépit des alertes lancées depuis le début de ce troisième millénaire.

Le fait qu'un tel document soit publié à moins de trois mois du vingt-sixième Sommet sur le climat (COP 26) qui se tiendra au Royaume-Uni, très précisément à Glasgow, grande ville de l'Écosse, résulte d'un calcul aussi précis qu'intelligent et soigneusement calculé. L'objectif visé est, en effet, de convaincre l'humanité dans son ensemble d'exercer sur les dirigeants des cinq continents une pression telle qu'ils se voient contraints de traduire en actes les bonnes intentions qu'ils affichent depuis des années sans jamais les concrétiser réellement.

Autrement dit taper, comme on dit, du poing sur la table et même, si nécessaire, descendre dans la rue pour manifester collectivement la peur que suscitent désormais la dégradation de l'air que nous respirons, la hausse continue des températures, la fonte accélérée des glaces sur les pôles et des neiges sur les montagnes, l'élévation progressive du niveau des océans, la multiplication dévastatrice des incendies, bref la dégradation de l'environnement dans lequel nous vivons pendant des millénaires. Une colère qui pourrait prendre très rapidement une ampleur telle que les États et les gouvernements se verraient contraints de la prendre au sérieux s'ils ne veulent pas être confrontés à une révolution planétaire dont ils seront en vérité les premières victimes.

Illusion que tout ceci, seront probablement tentés de penser nombre de nos lecteurs. Peut-être, effectivement, mais la puissance des réseaux sociaux a pris ces derniers temps une telle ampleur grâce aux nouvelles technologies de la communication que les mois et les années nous donneront certainement raison. Et c'est très précisément ce que pensent les scientifiques du monde entier, réunis au sein du GIEC, avec dans la tête l'idée que tirer aujourd'hui la sonnette d'alarme ne peut qu'obliger les gouvernants à regarder en face ces terribles vérités.

Les Dépêches de Brazzaville

INFRASTRUCTURES NUMÉRIQUES

Le Data center de l'ARPCE mis en service

Le centre de données de l'Agence de régulation des postes et des communications électroniques (ARPCE) a été inauguré à Brazzaville, le 10 août, par le Premier ministre, Anatole Colinet Makosso. Le bâtiment technique abrite essentiellement un Data center, trois centres d'opération réseau, un laboratoire d'homologation des terminaux radio.



Le Premier ministre coupant le ruban symbolique/Adiac

Construit sur une superficie de 977,15m², avec un sous-sol et trois niveaux, le bâtiment technique est censé loger, outre le Data center et le laboratoire équipé d'une cage de faraday, un centre de supervision de trafic voix, un centre de supervision des tractations électroniques et un autre centre contrôle des fréquences.

Le local du Data center, avec une superficie de 86m² d'après Issongo Kiba, la cheffe de projet, est aménagé de façon à accueillir en pleine charge 28 Racks informatiques. «Le bâtiment est protégé contre l'incendie par un système de détection automatique de fumée et d'alarme avec un réseau complet des robinets d'incendie armés à tous les étages pour l'extinction de feu», a-t-elle précisé. La construction de cette infrastructure a été le résultat d'un partenariat public-privé. Le chantier ayant duré quinze mois, a expliqué le directeur général de l'ARPCE, Louis-Marc Sakala, a été financé à hauteur de 1,6 milliard FCFA, en grande partie grâce à des prêts auprès des

banques et sur fonds propres du régulateur.

« Pour ce qui est du Data center, l'ARPCE s'octroie une plus grande capacité de stockage pour fluidifier les échanges, amplifier et booster l'écosystème numérique national. Il permettra à notre pays de s'insérer durablement à l'ère de la mondialisation soutenue par Internet. Voilà pourquoi, il y sera logé le CGIX, qui est le point d'échange internet du Congo », a clamé Louis-Marc Sakala.

Pour le gouvernement, l'érection de ce module technique de l'agence de régulation offre une « formidable opportunité » de création d'emplois et de services en faveur du secteur public comme le privé. Mieux, « le centre technique vient renforcer l'écosystème numérique national, dans le but de sécuriser le stockage des données électroniques, de mutualiser et de rationaliser des moyens techniques (...), de valoriser les compétences locales et susciter des vocations numériques », s'est félicité le ministre des Postes, des Télécommuni-

cations et de l'Économie numérique, Léon Juste Ibombo.

De bonnes perspectives

En effet, le premier laboratoire d'homologation des terminaux radio électroniques, l'une des infrastructures mises en service, permettra au pays de certifier les équipements terminaux de communications électroniques entrant sur le territoire national. Sa mission, en clair, est d'attester la conformité de ces équipements à la réglementation, aux normes et aux spécifications techniques inhérentes. L'ARPCE entend travailler en collaboration avec l'administration fiscale pour le paiement électronique des taxes et la direction générale des douanes. « Le labo d'homologation va veiller à l'entrée au Congo d'équipements électroniques de bonne qualité, car la qualité d'équipements utilisés impacte non seulement les services des opérateurs de téléphonie mobile, mais aussi dans certains cas la santé de la population », a ajouté Louis-Marc Sakala.

Fiacre Kombo

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Eilon
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerprat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Dorly Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou,
Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama,
Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ognagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho,
Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville :

Erhiade Gankama

Commercial Pointe-Noire :

Mélaïne Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville :

Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,
Irin Maouakani, Christian Nzoulani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé
Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général:Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayoulo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service),
Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),
Eustel Chrispain Stevy Oba,
Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

CÉMAC

Derniers réglages avant le sommet des chefs d'Etat

Prélude au sommet des chefs d'Etat de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac) qui se tiendra en présentiel courant ce mois, à Yaoundé (Cameroun), les ministres de l'Union économique de l'Afrique centrale (UEAC) se sont réunis le 10 août à Douala en conseil extraordinaire.

Après le balai des émissaires dépêchés par le chef de l'Etat camerounais, Paul Biya, président en exercice de la Cémac, auprès de ses homologues de la sous-région en vue d'arrêter les grandes orientations des dites assises, il revient à la commission de la Cémac de peaufiner les préparatifs des dossiers y afférents. Depuis lundi, se tient déjà dans la métropole économique du Cameroun, une réunion des commissaires de la communauté sous la houlette du président de la Commission de la Cémac, Daniel Ona Ondo. La réunion a pour objectif de faire le point sur « l'évolution de la situation macroéconomique dans la zone Cémac en contexte de pandémie du Covid-19 et d'analyser des mesures de redressement ».

Des orientations du Fonds monétaire international vont dans ce sens, alors que les pays de la zone sollicitent des financements dans le cadre de la deuxième phase de la Facilité élargie du crédit.

Avec un taux de croissance projeté à 1,3% en 2021 contre -1,7% en 2020 du fait de la crise sanitaire notamment, et les tensions inflationnistes à 2,7% pendant la période sous revue,

la zone Cémac n'a pas encore totalement évité la récession, d'autant que la chute du prix de pétrole dont cinq des six pays sont producteurs et exportateurs n'est pas de nature à arranger des économies pour la plupart unipolaires.

Outre la diversification des moyens de production pour relancer les activités, il est question d'affiner des stratégies permettant de tabler sur une

croissance longue et à deux chiffres pour atteindre l'émergence projetée dans une quinzaine d'années. C'est dire que l'enjeu réside également « à la problématique de savoir comment relancer l'activité économique dans notre sous-région. Il y a un foisonnement d'idées et nous sommes bien placés pour nourrir cette réflexion. Il y a un engagement fort de nos chefs d'Etat pour

redresser la situation », a confié le président de la Commission de la Cémac.

Toujours en rapport avec cette actualité, le Comité de pilotage du Programme des réformes économiques et financières se tiendra le 12 août avec un accent particulier sur l'état d'avancement des projets communautaires, ainsi que l'opérationnalisation du marché unifié, la Bourse des valeurs mobilières de l'Afrique centrale.

Au sujet des réformes, un accent sera mis sur l'évaluation de la dizaine des projets intégrateurs, où la Cémac avait réussi à mobiliser en novembre 2020, 2 492,6 milliards FCFA (3,8 milliards d'euros) devant permettre à l'Afrique centrale de booster son développement.

Yvette Reine Nzaba

« À la problématique de savoir comment relancer l'activité économique dans notre sous-région. Il y a un foisonnement d'idées et nous sommes bien placés pour nourrir cette réflexion. Il y a un engagement fort de nos chefs d'Etat pour redresser la situation »

DROITS HUMAINS

Réflexion sur le mécanisme national de prévention de la torture

La Fédération internationale des actions des chrétiens pour l'abolition de la torture au Congo (Fiacat), les représentants des Organisations non gouvernementales ainsi que ceux des différents services ont débattu, le 10 août, sur le choix du mécanisme national qui sera mis en place par le pays.

La réunion a porté sur le « contrôle des lieux privés de liberté, un réel défi pour une bonne administration de la justice en République du Congo après le lancement du processus de ratification du Protocole facultatif à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants » au Centre d'information des Nations unies.

L'objectif est de promouvoir ce protocole et de développer les éléments clés du mécanisme national de prévention de la torture. Le président de l'Acat Congo, Christian Loubassou, rappelle dans son mot de circonstance la date de signature de ce protocole en 2008, avant son adoption en avril 2016.

Selon lui, les instruments de ratification du protocole facultatif n'ont jamais été déposés au secrétariat des Nations unies. « La réunion de travail proposée envisage de réfléchir sur la modalité de mise en œuvre de cet instrument novateur qui est le Protocole facultatif à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et de poser les bases d'une réflexion que le gouvernement pourra se servir pour décider sur le modèle de mécanisme national de prévention à mettre en place », a-t-il déclaré.

Le conseiller aux Affaires pénitentiaires du ministre de la Justice, des Droits humains et de la Promotion des peuples autochtones, Dominique Boukaka, a présenté à cette occasion une communication sur le thème « Le protocole facultatif à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, cinq ans après la promulgation du décret de ratification : état de lieu et perspectives pour le Congo ».

L'orateur a assuré que le protocole facultatif connaît des avancées significatives. Toutefois, a-t-il ajouté, quelques faiblesses sont observées du côté du politique pour sa déposition auprès du secrétariat des Nations unies. Il a, par ailleurs, ajouté qu'une fois ce protocole déposé, le Congo mettra en place le Mécanisme national de prévention pour lutter contre la torture. « Les détenus doivent être protégés à base des instruments juridiques car ils deviennent vulnérables en milieu carcéral. Les barrières juridiques permettront d'éviter de tomber dans une société de jungle », a-t-il indiqué.

Lydie Gisèle Oka

UNIVERSITÉ MARIEN-NGOUABI

10154 dossiers de bourses en examen

Les travaux de la sous-commission des bourses nationales, ouverts le 10 août à Brazzaville, par la ministre en charge de l'Enseignement supérieur, Edith Delphine Emmanuel, consisteront à analyser 6598 dossiers pour les étudiants congolais sur le territoire et 3556 pour ceux qui sont à l'étranger.



La ministre de l'Enseignement supérieur recevant un lot de dossiers de bourses

« Au moment où s'ouvrent ces travaux, la question du cumul des arriérés de bourse au cours de ces dernières années se pose. Je vous invite donc, en marge de l'examen des dossiers à votre disposition, à envisager la manière dont l'état pourrait solder sa dette sociale envers les étudiants », a déclaré la ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique, Edith Delphine Emmanuel, en présence de son collègue de l'Enseignement présco-

laire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Jean-Luc Mouthou, ainsi que celui de l'Enseignement technique et professionnel, Ghislain Thierry Manguessa Ebomé.

L'examen des dossiers de bourses est, selon la ministre, un exercice important qui vise à faciliter la formation des jeunes par le soutien financier de l'Etat.

Pour sa part, la directrice générale des Actions sociales et des œuvres universitaires, Zita Inko, a précisé que, conformément aux textes en vigueur, l'analyse des dos-

siers portera sur l'attribution, le renouvellement, la suspension, la suppression ou encore le rétablissement de la bourse. Dans l'analyse des dossiers, la ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique a invité au strict respect des dispositions en vigueur, en toute objectivité. « Il s'agira de retenir les étudiants qui méritent parce que répondant aux critères définis par les textes en vigueur », a-t-elle insisté.

Rominique Makaya

ZONOSSES

Le Congo veut éradiquer le virus rabique à l'horizon 2030

Les biologistes, épidémiologistes et les experts en santé réfléchissent, du 9 au 13 août à Brazzaville, à l'élaboration d'un plan d'actions national intégré de lutte contre la rage selon l'approche « Une seule santé », au cours d'un atelier ouvert par le ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, Paul Valentin Ngobo, en collaboration avec la représentation de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) au Congo.

Le plan d'actions national intégré vise à éradiquer la rage à l'horizon 2030 avec l'appui technique et financier de la FAO. La rage est une maladie contagieuse et mortelle. Elle est causée par un virus qui s'attaque au système nerveux des mammifères, y compris à celui des humains. Le virus rabique se transmet généralement par la salive d'un animal domestique ou sauvage infecté lors d'une morsure ou par une griffure.

« La rage demeure endémique dans plus de cent cinquante pays. Elle est une menace pour trois milliards trois cents à travers le monde malgré la découverte du vaccin antirabique par Louis Pasteur. L'impact économique de cette maladie est estimé à huit milliards six cents millions de dollars par année. En Afrique subsaharienne, la FAO assiste huit pays dont le Congo et l'objectif

est d'atteindre zéro décès dû à la rage », a indiqué Yannick Ariane Rasoarimanana, représentante de la FAO en République du Congo.

Au Congo, la rage sévit à l'état endémique. En 2011, le pays a enregistré de façon récurrente des cas de rage dans les départements de la Bouenza, du Kouilou, de la Lékoumou, du Niari et de Pointe-Noire. Entre 2013 et 2014, il a été notifié neuf cent trente-trois cas de morsures, douze cas suspects cliniques décédés et un taux de létalité de cent pour cent.

Outre ces départements, des cas suspects sont notifiés dans la Sangha et dans la localité de Mindouli, où quatre décès humains ont été rapportés en 2019. La circulation du virus rabique au sein de la population canine dans les villes de Dolisie, Nkayi et Pointe-Noire a été formellement confirmée par des diagnostics biologiques faits par le Laboratoire diagnostic vétérinaire de Brazzaville (LDVB) par immunofluorescence. Les aliquotes des échantillons analysés dans les laboratoires de Onderstepoort Veterinary Institute à Pretoria, en Afrique du Sud, et

de Istituto Zooprofilattico Sperimentale delle Venezie de Padoue, en Italie; par la technique de biologie moléculaire, ont corroboré les résultats du LDVB.

Ainsi donc, les participants et les parties prenantes à la lutte contre la rage vont élaborer un plan de travail pluriannuel (2021-2030), définir les responsabilités, présenter les modalités d'utilisation de la banque de vaccins contre la rage et budgétiser les campagnes de vaccination de masse des chiens. Pour élarger les difficultés rencontrées, les participants et les parties pre-

nantes vont aussi revoir le cadre réglementaire de lutte contre la rage et le dossier lié à la rupture fréquente des stocks de vaccins humain et animal.

Le ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche a expliqué les raisons d'augmentation des foyers de la rage au Congo et a suggéré la surveillance multisectorielle ainsi que la vaccination massive pour l'atteinte de l'objectif zéro décès dans le pays. « Au Congo, la rage demeure endémique. Cette situation est d'ailleurs en étroite collaboration avec l'augmentation de la population des chiens errant dans les principales agglomérations du pays, l'imprudence des enfants qui organisent des compétitions des chiens abandonnés, l'accumulation des dépotoirs dans les villes », a déclaré le ministre Paul Valentin Ngobo.

Fortuné Ibara

« Au Congo, la rage demeure endémique. Cette situation est d'ailleurs en étroite collaboration avec l'augmentation de la population des chiens errant dans les principales agglomérations du pays, l'imprudence des enfants qui organisent des compétitions des chiens abandonnés, l'accumulation des dépotoirs dans les villes »

VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Musée
du Bassin du Congo

galerie CONGO
ARTS ET EXPRESSIONS

de LUNDI

à VENDREDI (9h-17h)

et SAMEDI (9h-13h)

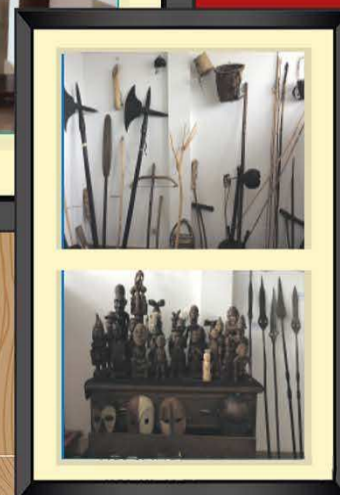
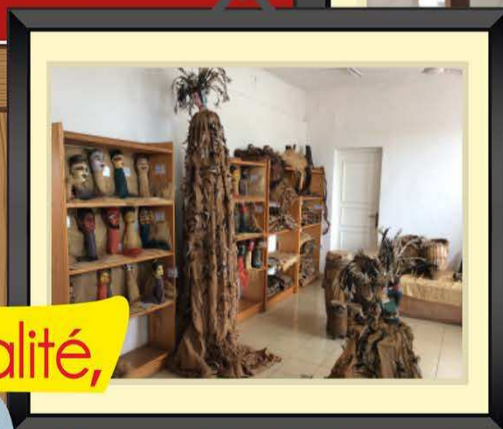
Expositions et projections

SCULPTURES

PEINTURES

CÉRAMIQUES

MUSIQUE



L'art dans sa **Généralité,**
de la **Tradition**
à la **Modernité**

Situé sur 84 Boulevard Denis Sassou Nguesso
immeuble les manguiers (Mpila)
dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville

COVID-19

600 vendeurs des marchés de Brazzaville et autres citoyens vaccinés

Les commerçants des marchés de la capitale et autres citoyens ont été encouragés à se faire vacciner contre la Covid-19 par Michel Bongho-Nouarra, président de l'association éponyme, le week-end dernier, au Centre d'hygiène de Brazzaville.

Le président de l'association Les Amis de Michel Bongho-Nouarra a indiqué que l'importance de cette activité est de relayer le message du gouvernement. « Vous savez que nous sommes dans une pandémie mondiale, le Congo n'est pas en reste, malheureusement nous avons perdu des compatriotes. Le sens de cette activité est aussi de sensibiliser la population pour qu'elle vienne se vacciner librement. Nous voulions donner un exemple pour que la population puisse nous suivre. Les chiffres qui m'ont été communiqués par les instances sanitaires ne sont pas très bons. Nous sommes à moins de 2% de vaccinés au Congo, alors que la cible visée est de 60% », a-t-il dit.

Michel Bongho-Nouarra pense que des actions comme celles-ci peuvent remédier à cela, en boostant la campagne de vaccination. C'est un premier pas, a-t-il dit. « Je pense que c'est une stratégie qui va se déclamer sur plusieurs actions. Comme on dit un long voyage commence toujours par le premier pas, il va avoir d'autres actions qui vont suivre. On va cibler d'autres types de population », a-t-il souligné.

Le président de l'association Les Amis de Michel Bongho-Nouarra a demandé aux Congolais de ne pas avoir peur sinon que de se référer à des opinions scientifiques. Il n'est point besoin de se laisser influencer par toutes sortes de rumeurs. C'est pour cela que lui, les membres de son association et les six cents marchands de Brazzaville et autres citoyens, ont montré l'exemple. « Je crois qu'à partir d'aujourd'hui, pas seulement nous les Amis de Michel Bon-



Le président de l'association Les Amis de Michel Bongho-Nouarra se faisant vacciner/DR

gho-Nouarra, d'autres aussi suivront. Je le dis à nos compatriotes de ne pas avoir peur, de penser à se protéger et protéger les autres », a-t-il déclaré.

Il a ajouté qu'aujourd'hui, le gouvernement s'est donné un certain nombre de moyens pour freiner la propagation du virus, notamment les couvre-feux, les mesures restrictives, l'objectif étant de sortir de la Covid-19. « Si nos concitoyens veulent revenir à la vie normale, il faut passer par la vaccination, c'est le prix de la liberté aujourd'hui. Si nous atteignons une immunité collective, au moins 60% des Congolais vaccinés, alors nous pourrions envisager de revenir à nos activités », a-t-il fait savoir.

Exaucée Koubemba, infirmière vaccinatrice au service d'hygiène, a expliqué le

vaccin injecté. « Nous sommes en train de les vacciner le SPUTNIK-LIGHT, le vaccin russe en dose unique. Il s'agit de la première et deuxième doses combinées dans une seule ampoule. Le vaccin ne fait pas mal, c'est une injection comme toute autre. Jusqu'à présent nous n'avons pas encore enregistré des plaintes des personnes vaccinées. Nous profitons de l'occasion pour demander à tous ceux qui hésitent encore de venir se faire vacciner. Se faire vacciner c'est protéger nos familles, nos amis et nos proches », a-t-elle fait savoir.

Romain Patrice Ombi, l'un des vaccinés contre le coronavirus, a trouvé ce geste bienfaisant. Raison pour laquelle il a félicité l'association et tous les volontaires.

Bruno Okokana

Le député de Talangai 3 exhorte ses mandants à se faire vacciner

L'élu de la 3e circonscription électorale de Talangai, Pierre Obambi, a organisé, le 9 août, une rencontre citoyenne au CEG de la Liberté avec ses mandants. A cet effet, il les a exhortés à se faire vacciner contre la Covid-19 afin de se protéger et de protéger leurs familles respectives.

Au cours de l'échange, Pierre Obambi et la population des quartiers 603 et 606 ont évoqué plusieurs questions d'intérêt commun. Sur la Covid-19, l'élu du peuple a signifié à ses électeurs que la maladie n'est pas une utopie comme pensent nombre de Congolais. La Covid-19, leur a-t-il dit, est bien réelle. Elle sévit au Congo et à travers le monde et constitue un danger permanent pour tous. « La Covid-19 étant toujours active dans notre pays, j'ai tenu, en tant qu'élu du peuple, à échanger avec mes mandants pour leur présenter le danger qu'ils courent au quotidien si jamais ils ne prenaient pas conscience de la pandémie. Je les ai donc exhortés à se faire vacciner massivement afin qu'ils soient à l'abri de la maladie et protègent leur entourage », a souligné Pierre Obambi.

Pour atteindre le plus grand nombre de vaccinés, le député a promis de mettre en place des cellules spéciales de sensibilisation dont le rôle sera d'éduquer, de convaincre la population. En vue de permettre aux jeunes de se distraire, Pierre Obambi a offert à quinze équipes de football de sa circonscription électorale des séries de maillots.

Par ailleurs, il les a remerciés pour le rôle qu'ils ont joué dans la réélection du président de la République à la magistrature suprême, avant de les appeler à se mobiliser à nouveau lors des élections législatives de l'année prochaine.

Firmin Oyé

EDUCATION

Le personnel enseignant de l'école inclusive en recyclage

Les éducateurs du Complexe scolaire Emmaüs, situé à Kintélé, ont débuté le 2 août dernier la formation sur le thème « Pour une école inclusive de qualité, renforçons nos capacités dans l'innovation de nos méthodes et outils pédagogiques » dans le département du Pool.

La formation est organisée du 2 août au 23 septembre dans le cadre de la deuxième session annuelle de recyclage. L'objectif est de permettre aux enseignants d'être des transcritteurs capables pouvant accompagner les candidats aux différents examens d'Etat. Elle vise à rapprocher la méthodologie de l'enseignement du français et des mathématiques à l'Institut national des aveugles du Congo et dans les écoles traditionnelles.

La deuxième session annuelle de recyclage se focalise sur la transcription du braille et de l'enseignement des mathématiques. Elle fait suite à la précédente organisée en 2020, sur l'approfondissement de l'étude braille et de l'enseignement du français. Au total, vingt-et-un enseignants prennent part à cette formation. Les enseignements seront donnés par plusieurs facilitateurs.

Parmi eux, l'inspecteur Jonas Diansatou, enseignant chercheur à



Les enseignants au lancement de la formation (DR)

l'Institut national de recherches et d'actions pédagogiques. Il explique à cette occasion que leur tâche sera de former les éducateurs au maniement du Nouvel Horizon d'Afrique par niveau composé d'un manuel, d'un guide pédago-

gique et d'un cahier d'activités par niveau. Le président de l'association « Viens et Vois », Emerson Massa, a énuméré les trois grandes actions du projet dans son allocution lue par le vice-président de l'association, Dieudonné Mbimi.

Il s'agit de la construction et de l'aménagement des structures, du recrutement des enseignants et de la formation. Par ailleurs, il a annoncé l'installation de la centrale électro-solaire et l'acquisition d'une unité de transcription et

d'impression braille dans les tout prochains jours. « Cette imprimerie fera de notre organisation un partenaire stratégique pour les ministères de l'Enseignement et des Affaires sociales », a-t-il indiqué.

De son côté, Ferdinand Ndila, enseignant et participant, explique qu'il a subi une formation en braille considérée comme initiale par les facilitateurs avant d'opter pour les classes inclusives. Les enseignements reçus à cette occasion, poursuit-il, ont servi de témoignage permettant de formuler la doléance sur l'utilisation d'une machine de transcription et l'approfondissement des connaissances en mathématiques en version braille. Borginelle Ikonindoue renchérit que les formations annuelles de recyclage organisées pendant les vacances leur permettront de résoudre les difficultés rencontrées dans l'apprentissage des apprenants.

Lydie Gisèle Oko

SALUBRITÉ

Opération d'assainissement menée à Ouenzé

Des caniveaux, rues, avenues et le siège du député Romi Oyo, dans la troisième circonscription électorale de Ouenzé, le cinquième arrondissement de Brazzaville, ont été assainis, le 7 août par l'Association jeunes et assainissement du Congo (Ajac) que préside Christ Konotchoko.



Le curage de caniveaux/Adiac

L'initiative de l'Ajac consiste à lutter contre la Covid-19, l'insalubrité et les microbes errant en période de saison sèche. « Nous respectons la circulaire du gouvernement qui encourage les organisations à nettoyer le premier samedi du mois. Néanmoins, après expertise, nous avons remarqué qu'il y a encore des problèmes d'hygiène qui occasionnent le taux de mortalité due au paludisme », a développé Christ Konotchoko.

En effet, en 2019 le paludisme est la cause de 69,8% des cas de consultations médicales et représente 64,8% de taux d'hospitalisation en République du Congo. Cette maladie représente 52,8% des causes de consultations externes, 44,1% des causes d'hospitalisation et 28% des causes de décès. Outre le curage des caniveaux, le ramassage des ordures et le processus de désinfection, l'Ajac envisage le recyclage des ordures et la gestion des déchets. « Avec de la boue, nous allons faire du fumier pour le maraîchage. Avec le plastique, nous fabriquons de pavés et on a la possibilité de faire le charbon écologique », a ajouté le président de l'Ajac.

Signalons que l'ère de la transformation est marquée par des mutations en profondeur et le déploiement en masse de l'intelligence artificielle qui améliore l'efficacité opérationnelle et un rééquilibrage de la relation entre la digitalisation et les entreprises. Par ailleurs, les valeurs du travail collectif telles que l'entraide et le sens de la collaboration deviennent plus importantes.

Fortuné Ibara

AFFAIRES SOCIALES

Échange avec l'association EWC

La ministre des Affaires sociales et de l'action humanitaire, Irène Mboukou, a reçu en audience le 6 août une délégation de l'association Elites Woman's Club (EWC), conduite par Splendide Lendongo, pour encourager de mener un plaidoyer sur les questions de dignité des veuves et des orphelins.

« L'échange avec madame la ministre s'est tourné principalement autour de la situation et la condition des veuves et des orphelins en République du Congo, les violences et inégalités sociétales dont ils font faces... », a expliqué Splendide Lendongo.

Au cours des échanges, l'association EWC a fait part à la ministre de son plaidoyer en faveur des veuves et orphelins, rassurant qu'elle vise à accompagner la femme congolaise dans sa recherche d'autonomie et d'émancipation, dans l'affirmation de son leadership et de son développement personnel.

Depuis quelques mois, après plusieurs ateliers de réflexion et des temps d'écoute, de recueils de témoignages auprès des femmes congolaises de plusieurs quartiers de Brazzaville, l'association EWC estime que plusieurs points liés à ces couches sociales sont similaires. « Elles subissent multiples formes de violences touchant leur physique, leur moralité, leur mentale et très souvent dépourvues de leurs droits », a dit Splendide Lendongo.

Emue de ces échanges interactifs, la ministre des Affaires



Remise officielle du plaidoyer à la ministre des Affaires sociales/Adiac

sociales s'est montrée très sensible aux conditions des femmes veuves et enfants orphelins démunis. Elle n'a pas pu se retenir pour donner certaines orientations à ses hôtes, dont leur rapprochement du ministère de la Promotion de la femme et de l'intégration de la femme au développement.

L'association EWC a également suggéré à l'Etat de réviser et vulgariser le code de la famille ainsi qu'une large sensibilisation des veuves et orphelins sur les droits et les différents recours dont ils peuvent bénéficier. Selon cette organisation,

la révision du code de la famille devient à ce jour indispensable car celui-ci, datant de 1984, ne tient pas compte des réalités actuelles de l'évolution des sociétés dont le bannissement des traditions rétrogrades de la femme dans le mariage, les rites de veuvage qui sont des formes de violence.

Rappelons que les organisations de la société civile sont les partenaires de l'Etat dans la lutte contre les déviances, les antivaleurs ainsi que pour la restauration de la dignité des veuves et des orphelins.

Fortuné Ibara

ADIAC

Toute l'actualité
Du Bassin du Congo
EN VIDÉO

www.adiac.tv



AGENCE D'INFORMATION
D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER
DE KINSHASA

+336 11 40 40 56

info@adiac.tv

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo



CHANGEMENT CLIMATIQUE

5 points clés du rapport du GIEC

Le changement climatique est une menace réelle. Cette réalité est documentée après plusieurs années d'études par de milliers de scientifiques. Leurs travaux ont été minutieusement analysés et synthétisés par le Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).

Le GIEC a été chargé par l'Organisation des nations unies (ONU), d'évaluer l'état des connaissances sur l'évolution du climat, ses causes et ses impacts. Il vient de publier la première des trois parties de son 6^e rapport d'évaluation, consacrée aux « éléments scientifiques » sur le dérèglement climatique, dont l'état des lieux est plus alarmant et plus préoccupant que les précédents, se résume en 5 points clés.

Les 5 points clés du rapport sur le changement climatique

1-L'influence humaine sur le climat est un fait établi et indiscutable. Ce rapport confirme les précédents rapports. Ce sont les activités humaines qui sont à l'origine d'un réchauffement global de l'atmosphère, des océans et des terres ; de nouvelles études et données ont étayé des connaissances sur les liens entre émissions de CO₂ liées aux activités humaines, dérèglements climatiques, phénomènes

météorologiques extrêmes et impacts, notamment à l'échelle régionale. Grâce à de nouveaux outils et à des méthodes plus précises, les scientifiques ont pu établir des liens directs entre des événements extrêmes précis, comme la vague de chaleur en Sibérie en 2020, et le dérèglement climatique.

2-Le changement climatique est sans précédent et plus rapide que ce qu'on avait imaginé. Depuis le rapport d'évaluation de 2014, la planète a connu un réchauffement sans précédent ; les 5 dernières années ont été les plus chaudes jamais enregistrées depuis au moins 1850 ; les changements climatiques constatés sont inédits dans l'histoire de l'humanité ; la hausse du niveau de la mer s'est considérablement accélérée, ainsi que la fonte des calottes glaciaires.

3-Des points de basculement aux conséquences imprévisibles risquent d'être atteints. Des changements profonds et à long terme sont à l'œuvre de façon irréversible : fonte des glaces, hausse des températures et du

niveau de la mer, acidification des océans... ; leur ampleur et leur rapidité dépendent directement des émissions de CO₂ ; avec une hausse continue de ces émissions et des températures, des conséquences jusqu'à jugées peu probables ne sont pas à exclure ; plus la planète se réchauffe, plus des points de basculement risquent de se produire, leur accumulation pouvant avoir des conséquences aussi irréversibles qu'imprévisibles.

4-Il est encore possible de maintenir la hausse des températures sous 1,5°C, mais... Dans son rapport spécial de 2018 sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5 °C, cette limite serait dépassée entre 2030 et 2052, si l'on ne corrigeait pas la trajectoire actuelle. Des études récentes démontrent que les délais sont plus serrés si on veut avoir au moins 50 % de chances de limiter le réchauffement à 1,5°C - il ne nous reste plus que 440 Gt de CO₂ à émettre à compter de 2020. En restant sur cette trajectoire, le

budget carbone pour limiter la hausse des températures à 1,5°C sera épuisé dès les années 2030. Techniquement, l'objectif de +1,5°C reste possible mais on ne peut plus « attendre encore un peu » et « d'y aller tranquillement ».

5-Inaction et retards font augmenter les risques au fil des jours. Les différences entre un changement climatique à +1,1°C (seuil déjà atteint, par rapport à la période pré-industrielle), +1,5°C ou +2°C sont considérables ; même à +1,5°C, des phénomènes météorologiques extrêmes et inédits sont susceptibles de se produire plus fréquemment et plus intensément ; en l'état actuel des politiques climatiques, nous allons droit vers un scénario catastrophe à +2,9°C.

En conclusion, il est vital que les gouvernements s'alignent sur un objectif à 1,5°C et renvoient leurs plans, notamment, à l'occasion de la COP26 qui se tiendra à Glasgow, en Ecosse en novembre prochain.

Noël Ndong

Des inégalités régionales dans les prévisions de l'Onu

Les inégalités entre pauvres et riches passent aussi par les prévisions climatiques : au moment où les experts de l'Onu livrent leurs nouvelles projections, difficile pour certaines régions de prévoir le climat à venir, faute de données suffisantes.

A moins de trois mois de la conférence climat COP26 à Glasgow, les experts du Giec ont sonné lundi le branle-bas de combat : les humains sont indiscutablement responsables des dérèglements climatiques et n'ont d'autre choix que de réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre, s'ils veulent en limiter les dégâts. Dans leur rapport de 40 pages à destination des responsables politiques, les scientifiques de l'Onu réunis au sein du Giec présentent trois cartes du monde, avec des hexagones représentant différentes parties de la planète. Chacun des graphiques illustre les changements observés depuis les années 1950 en termes de canicules, de fortes précipitations et de sécheresses, région par région, avec différents codes couleurs.

Il reste que si une forte augmentation des canicules est visible quasiment partout, s'agissant des pluies extrêmes et de la sécheresse, de nombreuses zones sont grisées faute de données ou de certitudes suffisantes de la part des scientifiques. C'est notamment le cas pour plusieurs régions en Afrique, en Amérique centrale et du Sud concernant les pluies et pour d'autres régions en Amérique centrale et du Sud, ainsi

qu'en Asie, pour les sécheresses.

Un manque de données flagrant concernant le continent africain

Mohamed Adow, président du think tank sur le climat Power Shift Africa, basé à Nairobi, fait le parallèle entre ce manque de data et un vieil adage : si un arbre tombe dans la forêt mais que personne n'est là pour l'entendre, sa chute fera-t-elle du bruit? « Les gens en Afrique ont conscience de la chaleur accablante, de la montée des océans et des événements extrêmes sur le continent. Mais si ces données ne

sont pas enregistrées par des scientifiques, cela va rendre beaucoup plus difficile la tâche pour les voix africaines de se faire entendre dans le débat sur la lutte contre le changement climatique », estime-t-il.

Les pays les plus vulnérables sont les plus pauvres

Le rapport du Giec insiste sur la responsabilité des activités humaines dans le réchauffement climatique de 1,1°C depuis la période pré-industrielle. Mais ce chiffre global cache une injustice : les pays les plus vulnérables sont les plus pauvres, qui contribuent

le moins aux émissions de gaz à effet de serre. Dans le cas de l'Afrique, « c'est aussi là où il y a le moins de recherches scientifiques et ce manque impacte la capacité du continent à s'adapter », regrette Mohamed Adow. « Nous devons résoudre cela rapidement et nous assurer que les chercheurs et les donateurs investissent pour combler ces trous dans la recherche climatique », poursuit-il.

Autre observation : la répartition des auteurs du rapport du Giec est déséquilibrée, aussi bien géographiquement qu'en termes de genre même si des efforts ont été faits. Sur 116 auteurs crédités, seulement 13 viennent de nations hors G20. 72% du total des auteurs du rapport sont des hommes. Et parmi les obstacles qui persistent, des études ne sont pas rédigées en anglais ou ne sont pas publiées dans des revues scientifiques traditionnelles.

Une meilleure représentation au sein des auteurs du Giec n'est pas qu'une question d'équité. Elle permettrait également d'avoir des résultats scientifiques de meilleure qualité, avec plus d'informations et de perspectives régionales.

Julia Ndeko avec AFP

SÉCURITÉ AU SAHEL

L'Algérie organise une conférence

L'Algérie réunit, du 10 au 12 août, des responsables politiques et sécuritaires des cinq pays subsahariens (Tchad, Niger, Mali, Burkina Faso et Mauritanie) à Alger pour une conférence sécuritaire au Sahel.

Organisée par le Centre africain des études sur le terrorisme à Alger, sous l'égide du ministère des Affaires étrangères, la réunion se tient en présence également des responsables de la Mission onusienne au Mali, ainsi que d'une délégation de l'Union africaine. Elle se penchera sur les dossiers des trafics transfrontaliers, du terrorisme et de la migration clandestine. Selon des sources algériennes, la conférence d'Alger vise à reconsidérer les dangers qui guettent les pays subsahariens. Elle se penchera sur leur coopération en matière de lutte contre le terrorisme. Il s'agit, à en croire les autorités Algériennes, de préparer « une base commune pour faire face aux menaces terroristes ». Aujourd'hui, l'Algérie se concentre sur les dossiers maliens et libyens, source d'inquiétude pour les pays de la région.

Il sied de rappeler que depuis un certain temps, le Comité d'état-major opérationnel conjoint (Cemoc), créé en 2010 sous la pulsion de l'Algérie, et destiné à lutter contre le terrorisme et coopérer entre les cinq pays du Sahel et l'Algérie était restée coquille vide. La nomination, le mois dernier, de Ramtane Lamamra, à la tête de la diplomatie algérienne, donne à Alger l'espoir de recouvrer son influence d'avant.

Au Mali, les turbulences politiques et les menaces terroristes pourraient trouver de solution que si l'accord de paix d'Alger signé en 2015 est appliqué.

Yvette Reine Nzaba

Pékin assure que le monde doit avoir confiance dans ses engagements

Le monde doit avoir confiance dans les engagements de la Chine en matière de lutte contre le changement climatique, a assuré mardi Pékin, après la publication du rapport des experts climat de l'Onu. « La communauté internationale doit avoir entièrement confiance dans la mise en oeuvre de l'action de la Chine en matière climatique », a affirmé le ministère chinois des Affaires étrangères. « Nous appliquerons fidèlement nos engagements internationaux », a ajouté la diplomatie chinoise. La Chine s'est engagée à commencer à réduire ses émissions de gaz à effet de serre avant 2030 mais a, dans le même temps, annoncé la réouverture de mines de charbon pour alimenter l'activité économique.



QUIBDO AFRICA FILM FESTIVAL

14-18
SEPTEMBRE
2021

QUIBDO
AFRICA
FILM
FESTIVAL
#3

Liputta Swagga collection | Rey Mangouta / © Culture Trip

CÔTE D'IVOIRE

Laurent Gbagbo tourne la page FPI

A l'issue d'une réunion de ses instances dirigeantes, l'ancien-président ivoirien, Laurent Gbagbo, fondateur du Front populaire ivoirien (FPI), a annoncé, le 9 août la création d'un nouveau parti politique.

Au cours d'une réunion, Laurent Gbagbo a en effet dénoncé « le comportement » de son ancien Premier ministre, Pascal Affi N'Guessan, président du FPI dit « légal », avec qui, il « n'entend pas s'engager dans une bataille juridique » et « propose donc la création d'un nouvel instrument de lutte conforme à notre idéologie et nos ambitions », indique le communiqué. « Le FPI, notre seul instrument de lutte politique, est confisqué par M. Affi N'Guessan et malgré les nombreuses initiatives pour le raisonner, il s'arc-boute sur sa soi-disant légalité », a ajouté Laurent Gbagbo.

Selon le texte, ce dernier « a pris acte de volonté et d'obstination de Pascal Affi N'Guessan de prendre en otage le FPI, foulant ainsi aux pieds les années de sacrifice des militantes et militants du parti ». « Il a demandé au comité central (du FPI) d'autoriser la mise en place d'un comité de préparation du congrès constitutif » au nouveau parti qui pourrait se tenir en octobre, ajoute le texte.

Le FPI, fondé par Laurent Gbagbo en 1982, est divisé en deux camps depuis la crise de 2010-2011 qui avait fait trois mille morts. Le camp Affi N'Guessan, président du FPI dit « légal » est reconnu par les autorités judiciaires ivoiriennes, ainsi que celui du FPI « Gor » (Gbagbo ou rien) de l'ancien président.

Plusieurs tentatives de rapprochement entre Laurent Gbagbo et Pascal Affi N'Guessan ont échoué et la semaine dernière, apprenant la convocation des instances dirigeantes du parti par Gbagbo, le FPI « légal » avait estimé dans un communiqué que, « bien que membre fondateur du parti » Laurent Gbagbo « n'est pas le président en exercice du FPI ».

Il a été définitivement acquitté en mars dernier et est rentré en Côte d'Ivoire le 17 juin. Depuis son retour, il a rencontré de nombreuses personnalités, dont son vieux rival, le président Alassane Ouattara, ainsi que le chef de l'opposition et ancien président Henri Konan Bédié. Mais il n'y a eu aucune rencontre avec son ancien compagnon de route, Pascal Affi N'Guessan.

Yvette Reine Nzaba

MALI

Plus de 50 civils tués dans des raids

Un massacre de civils a eu lieu, le 8 août, dans le nord du Mali, lors d'attaques imputées aux djihadistes contre trois localités voisines, proches de la frontière avec le Niger.

Selon un bilan provisoire des autorités, 51 personnes ont été tuées dans des attaques simultanées contre les villages de Karou, Ouatagouna et Daoutegeft, dans la région de Gao, dans le nord-est du Mali. Des maisons ont été saccagées et incendiées et du bétail emporté. Le massacre non revendiqué a été confirmé, le 9 août, par le porte-parole de l'armée malienne, le colonel Souleymane Dembélé. « A Karou, 20 civils ont été massacrés. A Ouatagouna, 14 civils ont été tués et dans le hameau de Daoutegeft, d'autres civils ont été massacrés », a annoncé un élu d'une de ces localités.

Les assaillants sont arrivés à moto et ont pris les villageois par surprise, a-t-il ajouté. Selon les autorités militaires, les villages de Karou, Ouatagouna, Dirgua et Daoutegeft, situés à la lisière de la frontière avec le Niger et le Burkina Faso, auraient été ciblés en guise de représailles à l'arrestation, une semaine plus tôt, de deux chefs rebelles, dénoncés par les habitants de deux de ces communes.

Un élu d'une quatrième localité a également rapporté une attaque contre son village. Un

détachement militaire a été dépêché sur place pour porter secours aux populations, a indiqué un responsable de l'armée.

Par ailleurs, un responsable d'une ONG malienne a souligné que les communications avec la zone, très isolée, étaient mauvaises. La région, comme une partie du nord du Mali, a été largement coupée des réseaux, ces derniers jours, à cause des attaques attribuées aux djihadistes contre les infrastructures de télécommunications.

L'ampleur de l'attaque du dimanche représente un autre pied de nez à la junte au pouvoir qui avait justifié le putsch du 18 août 2020 par l'insécurité régnant au Mali et le manque de moyens de l'armée. Leur entrée en scène avait été acclamée par des milliers de Maliens aspirant à une paix durable, après une décennie de conflit marqué par des atrocités commises sur des civils par les deux camps.

Un rapport de la force de maintien de la paix de l'ONU au Mali (Minusma) a ainsi recensé, pour le compte du 2e trimestre 2021, 43 exécutions extrajudiciaires commises

par les Forces de défense et de sécurité maliennes. Les atteintes aux droits de l'homme, perpétrées par les groupes armés et les milices communautaires, ont également augmenté, atteignant 258 cas, pour les six premiers mois de 2021, soit 88% du nombre total de cas signalés en 2020. La Minusma a aussi documenté 435 enlèvements, pour les six premiers mois de cette année, cinq fois plus que toute l'année 2020.

Depuis les événements de 2012, malgré la présence des forces étrangères et de l'ONU, le conflit malien s'est enlisé, avec une activité djihadiste toujours aussi meurtrière. Les insurrections indépendantistes et maintenant djihadistes menées par des groupes liés à Al-Qaïda et à l'organisation Etat islamique, ainsi que les violences intercommunautaires et les exactions de toutes sortes, y compris de la part des forces de sécurité, ont fait des milliers de morts civils et militaires, et des centaines de milliers de déplacés, malgré le déploiement de forces onusiennes, française et étrangère.

Josiane Mambou Loukoula

PROMOTION DES DROITS DE L'HOMME

Associer les peuples autochtones aux processus de prise de décision

La communauté internationale a commémoré, le 9 août, la journée mondiale des peuples autochtones sur le thème « Ne laisser personne de côté : les peuples autochtones et l'appel pour un nouveau contrat social ».

Appelant les décideurs du monde à faire participer et à inclure la population autochtone dans les instances de prise de décision, le responsable de l'ONU, Antonio Guterres, a précisé que cette catégorie de personnes est souvent marginalisée et vulnérable aux différents effets de la crise. On compte environ quatre cent soixante et seize millions d'autochtones et originaires de quatre-vingt-dix pays du monde, soit 6,2 % de la population mondiale. « Les peuples autochtones représentent une immense diversité de cultures, de traditions, de langues et de systèmes de connaissances uniques. Ils entretiennent une relation particulière avec leurs terres et ont des conceptions différentes du développement, fondées sur leurs propres visions du monde et priorités », a reconnu Antonio Guterres en



Découvrir les peuples autochtones "AKA" du Congo Brazzaville-DR

insistant que leurs modes de vie doivent être respectés et fondés sur leur consentement libre et clair. Cependant, l'humanité doit de sa part exiger l'inclusion,

la participation et l'approbation de ces peuples dans la constitution d'un système présentant en leur faveur des avantages sociaux et économiques. D'autant

plus que dans de nombreux pays, les peuples autochtones sont souvent chassés de leurs terres, marginalisés des activités politiques et économiques

sans oublier le fait que leurs cultures sont dénigrées.

« Malgré l'existence d'instruments internationaux pour répondre à ces inégalités, tous ne sont pas impliqués dans ce processus collectif visant à garantir que personne ne soit laissé de côté. Il est donc nécessaire de construire et de redéfinir un nouveau contrat social qui soit l'expression de la coopération pour l'intérêt social et le bien commun de l'humanité et de la nature », précise encore l'ONU avant de conclure que 86 % de cette population travaille dans l'économie informelle, contre 66 % des non autochtones. Et, dans le monde, 47 % des populations autochtones actives n'ont pas fait d'études, contre 17 % des non autochtones. Cet écart est encore plus important chez les femmes.

Rock Ngassakys

NÉCROLOGIE

Les veuves Germaine Mandzandza et Antoinette Morlendé, Mme Bernadette Nkondé et l'« Association des épouses des militaires » ayant étudié en ex URSS ont la profonde douleur d'informer les parents, amis et connaissances du décès de leur époux, le colonel à la retraite Pierre-Parfait Mandzandza, survenu le 31 juillet 2021 à l'hôpital militaire Pierre-Mobengo de Brazzaville. La veillée mortuaire se tient au n°4 de la rue Moussa-Eta, à Mikalou (réf. arrêt la ferme). La date et le lieu de l'inhumation seront communiqués ultérieurement.



IN MEMORIAM

7 août 2019- 7 août 2021, deux ans déjà qu'il a plu au Tout-Puissant de rappeler à lui notre cher époux, papa et pépé Jean Pierre Kimbassa, chef mécanicien, conducteur hors classe au CFCO à la retraite. Le temps qui passe ne peut diminuer la douleur de cette séparation. En cette date de triste anniversaire, les veuves, enfants et petits-enfants Kimbassa prient tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pensée pieuse pour lui. JPK! À jamais gravé dans nos coeurs. Des messes ont été dites en sa mémoire en l'église Saint-François-d'Assise, située en face de l'Institut français (Ex-CCF). Que le Seigneur t'accorde une place de choix dans son royaume.



La famille Andaké et Mboulé Béatrice ont le profond regret d'informer les parents, amis et connaissances du décès de leur fils et époux Vincent Andingui, survenu le 27 juillet 2021 à Brazzaville. La veillée mortuaire se tient au n°41, rue Opangui, quartier lycée Thomas Sankara vers la ligne haute tension à Mikalou II. Le programme des obsèques sera communiqué ultérieurement.



La famille Mpandzou et les enfants Laya ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissance le décès de leur mère, tante, grand-mère et fille Mpandzou Marguerite, survenu le 29 juillet 2021 à Brazzaville. La veillée se tient à Nganga Lingolo non loin de Meuble Ngoma, en face de l'antenne MTN. Le programme des obsèques sera communiqué ultérieurement. Paix à son âme.



André Ngoya, Gaston Obili et Mme Anne Okemba, ont la profonde douleur de vous annoncer le décès de leur frère Jean Marcel Okemba, survenu le samedi 7 août 2021. La veillée mortuaire se tient à la rue Ollemé n° 40 au quartier Petit-chose à Talangai (Arrêt de bus : Boulangerie sur la rue Ndolo).



LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

Un Espace de Vente: Une sélection unique de la LITTÉRATURE CLASSIQUE (africaine, française et italienne)

Des : Essais, Bandes dessinées, Philosophie, etc.



Un Espace culturel Pour vos Manifestations :
Présentation d'ouvrages, Conférence-débat, Dédicace
Emission Télévisée, Ateliers de lecture et d'écriture.

Les Dépêches de Brazzaville 84 Boulevard Denis Sassou N'Gesso
immeuble les manguiers (Mpila) Brazzaville République du Congo

Ouvert
DU LUNDI AU VENDREDI 9 h - 17 h
SAMEDI 9 h - 13 h



DIASPORA

L'association «Cœur Asso» porte son regard sur le Congo

À cette période de vacances propice au retour estival des Congolais de l'étranger au Congo, Claudia Raïssa Mankou, présidente de «Cœur Asso», prévoit un retour avec, dans ses bagages, un lot de dons aux jeunes filles-mères congolaises. Présentation de l'association.

Cœur Asso est une association à but non lucratif, loi 1901. Elle a été créée en décembre 2016, suite à un visionnage en famille d'un documentaire «télé» sur les enfants de la rue. «*Ma benjamine est sortie de ce reportage déconcerté, avec une série de questions se résumant à comment des enfants pouvaient se retrouver dans une telle situation d'abandon ?*»

Dans la foulée, la famille s'est résolue à mettre en place une structure susceptible de redonner le sourire à l'enfance. Cette ambition humanitaire, avant de l'écrire dans les statuts, s'est retrouvée symbo-

lisée sur le logo par un cœur rouge que traversaient des rayons de soleil jusqu'à atteindre et illuminer un enfant souriant.

De par ses statuts, Cœur Asso a pour mission de contribuer de façon significative à l'amélioration des conditions de vie des enfants défavorisés en général, et, plus particulièrement, des jeunes filles.

Face à la maltraitance des enfants, des femmes, l'association a opté pour une stratégie consistant à mener une lutte en amont, c'est-à-dire prévenir, informer, tout en sensibilisant les populations cibles en s'engageant à leur assurer un

accompagnement éducatif et matériel.

L'objectif consiste à établir, par solidarité, une société plus fraternelle.

De ce fait: enrayer les violences faites aux jeunes filles et aux conséquences qui en découlent ; valoriser et redonner confiance à la femme et à la jeune fille ; contribuer de façon significative à l'amélioration des conditions de vie des personnes exclues et vulnérables (orphelins, enfants en situation de handicap et en mal d'insertion) ;



Claudia Raïssa Mankou

enrôler les jeunes aux enjeux sur le changement climatique.

«*Un conteneur chargé de matériels a été affrété à destination du Congo. Il contient, entre autres, des machines à coudre, des casques de salons de coiffures et des kits de loisirs pour enfants. C'est notre première contribution avant de mettre en place les micro-structures d'accueil de sauvegarde pour prendre en charge les jeunes en formation et apprentissage*», a confié la présidente de l'association en partance au

«Un conteneur chargé de matériels a été affrété à destination du Congo. Il contient, entre autres, des machines à coudre, des casques de salons de coiffures et des kits de loisirs pour enfants. C'est notre première contribution avant de mettre en place les micro-structures d'accueil de sauvegarde pour prendre en charge les jeunes en formation et apprentissage»

alerter les pouvoirs publics et acteurs de la sauvegarde de l'enfance sur l'importance de la jeune fille et de la femme dans la société et engager et

Congo, désireuse d'aller à la rencontre sur le terrain, de celles et ceux à qui, il faudrait apporter un soutien et une affection durables.

Marie Alfred Ngoma



PROGRAMME DU JOUR **MARDI 10 AOÛT 2021**

- 06.00 PLAYLIST
- 06.30 INFLUENCEUSES
- 07.15 PLAYLIST
- 08.00 ECOLE D'ART
- 08.30 TALK 243
- 09.30 PLAYLIST
- 10.00 CINÉMA: shootfighter
- 11.30 INITIATIVE AFRICA
- 12.00 DIASPORA MAG
- 13.00 PLAYLIST
- 14.00 WOMANITY
- 14.30 ICONIC
- 15.00 TOP CLIPS
- 16.00 SOLOLA BIEN
- 17.00 NGEMBO
- 18.00 TALK 243
- 19.30 WOMANITY
- 20.00 CDIRECT INSIDE
- 20.15 ENTREPRISES
- 20.30 C'EST MON AFFAIRE
- 21.00 CINÉMA: Un milliardaire à New York.
Un riche homme découvre les vraies valeurs humaines et de l'amour rencontrées à New York.
- 22.30 RAP-SIDE
- 00.00 PLAYLIST







DISPARITION

Dernier hommage à l'historien Dominique Ngoïe-Ngalla

Depuis le lundi 9 juillet, le Pr Dominique Ngoïe-Ngalla, poète-essayiste et sociologue, repose dans sa dernière demeure au Congo. Ainsi, sa dernière volonté exprimée dans le poème « Prière pour être enterré à Mandou » vient d'être exaucée.



Le premier adieu a été fait dans les conditions inédites liées au Covid-19. Désormais, la dépouille mortelle de l'homme de lettres, décédé à l'âge de 77 ans, dans la nuit de samedi 17 au dimanche 18 octobre 2020, à l'hôpital de Melun, dans le département de la Seine-et-Marne, en France, a été rapatriée au Congo.

Après les hommages de la nation et des homologues de l'académie, il repose désormais en paix dans la terre de ses ancêtres, à Mandou, dans le département de la Bouenza. Une volonté se résumant ainsi : «*Ici repose Dominique Ngoïe-Ngalla / Un rien m'andouan qui ne fit rien pour sa patrie / Si ce n'est qu'il l'aima avec piété / La paix sur lui et qu'il dorme tranquille*».

L'éloge funèbre a été prononcé par le Pr Omer Massoumou, en présence du ministre de l'Enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation technologique, Édith Delphine Emmanuel.

M.A.N.

CHAMPIONNATS DE BRAZZAVILLE DE BASKETBALL

Interclub et AVR doublement couronnés

L'Interclub a été sacré champion de Brazzaville seniors hommes et dames, Avenir du rail (AVR) a aussi réalisé un doublé chez les cadets et juniors au terme des compétitions qui se sont achevées le 8 août au gymnase Maxime-Matsima à Makélékélé

L'Interclub qui était sur deux tableaux des finales n'a pas fait de détails alors qu'il affrontait respectivement le Club athlétique renaissance aiglons (Cara) et l'Etoile du Congo en finale seniors hommes et dames. Le club a mis d'entrée son expérience en jeu pour déjouer tous les plans des Aiglons chez les messieurs. L'Inter s'impose au finish (79 à 63) au terme d'une rencontre à laquelle il s'est bien exprimé lors des deux premiers quart-temps. Les champions de Brazzaville remportant le premier (24 à 7) avant d'entretenir cet avantage à la mi-temps (44-21). Malgré un léger relâchement après la pause (64-45), il s'est accroché à son avantage, obligeant ainsi le Cara qui n'a d'ailleurs pas démerité à poser ses deux genoux à terre. « Nous avons tiré les leçons de notre défaite contre Cara lors de la coupe de la ville pour mieux préparer cette finale. Nous les avons empêchés de faire circuler le ballon facilement parce que Cara est une équipe qui manipule bien le ballon. Nous avons aussi travaillé le moral des joueurs. C'est ce qui a fait la différence. Maintenant, nous

avons les championnats nationaux à préparer. Nous attendons le calendrier de la fédération. Nous allons continuer à travailler pour corriger les faiblesses », a commenté Benjamin Bouzanga, entraîneur principal d'Interclub. « L'Inter a beaucoup d'expérience. Il savait comment jouer. Nous avons joué la défense à zone. Inter a compris en utilisant quelques failles qui lui ont permis de l'emporter. Nous allons continuer à travailler parce qu'il y a des championnats nationaux qui arrivent. Nous connaissons désormais nos défauts et nous allons tout faire pour les améliorer. Ce n'est qu'une partie remise », a souligné Aristote Kiba pour le compte de Cara.

Chez les dames, l'Inter 1 a eu raison de l'Etoile du Congo 43-35 après un score de 25-18 à la mi-temps. Chez les juniors hommes, Avenir du rail a été sacré champion de Brazzaville grâce à sa victoire 85-81 sur Génération miracle. La même équipe a dominé le Cara 55-43 chez les cadets. Notons que le Cara s'est consolé en remportant la coupe de la ville devant les Diabes noirs.



Le conseiller au sport du ministre et le président de la ligue félicitant l'Inter (Adiac)

La ligue de Brazzaville a, en dehors des récompenses collectives, attribué aux Diabes noirs 2 la coupe de fair-play. Bonanga (AVR) a reçu le prix du meilleur marqueur chez les cadets avec 75 points. Avec 122 points, Oba (Génération Miracle) est le meilleur marqueur chez les juniors. Chez

les dames Ngakama de l'Etoile du Congo a été plébiscitée grâce à ses 198 points.

La ligue a aussi primé les équipes qui se sont illustrées lors des saisons précédentes. Pendant l'exercice 2017-2018, AVR (cadets) et RCO dames, Patronage (juniors), Brazza basket (seniors dames) et

Diabes noirs (seniors hommes) ont été respectivement récompensés. Lors de la saison 2018-2019, Cara (cadets) et Inter 2 dames, AVR (Juniors), Brazza basket (seniors dames) et Inter (seniors hommes) ont été tour à tour sacrés champions de Brazzaville.

James Golden Eloué

FOOTBALL

24 équipes en lice de la 3^e édition du tournoi Ouenzé Lisanga

Le député de la première circonscription électorale de Ouenzé, Juste Désiré Mondélé, a lancé le 7 août, au terrain du CEG Lheyet Gaboka, la 3^e édition du tournoi Ouenzé Lisanga, une compétition qui réunit les jeunes autour du football.

Vingt-et-quatre équipes de football participeront du 8 au 20 août à cette compétition qui renforce, selon son initiateur, le vivre ensemble, la cohésion sociale, le respect des autres et l'entraide au sein de la population. Reparties dans six groupes de six, les différentes équipes inscrites à cette édition devront donner le meilleur d'elles-mêmes afin de chercher à terminer au podium.

Après avoir circonscrit le contexte de la compétition, Juste Désiré Mondélé a invité les athlètes à manifester l'esprit de fair-play. « Ouenzé Lisanga c'est le rassemblement des enfants de Ouenzé. De la poussière de Ouenzé, nous avons sorti d'excellents joueurs qui brillent au niveau international. Nous sommes là pour nous amuser, il faut que le fair-play règne durant la compétition. Respectons les décisions des arbitres parce qu'au finish, nous serons tous gagnants puisque chaque équipe recevra des kits sportifs », a-t-il indiqué.

Les équipes qui participent à ce tournoi viennent des différents quartiers de Ouenzé1.



Juste Désiré Mondélé remet des kits sportifs aux équipes Adiac

Elles s'affronteront dans cinq terrains dont Saboukoulou, X-Oil, Pierre Tsiété, le Lycée 5 février et le CEG Lheyet Ga-

boka. Il s'agit de Mounganga, Vasco De Gama, Base 4G, Bana Marakana, Moundélé Ngoulou, AJDE, Club 57, Galienie Sport,

les Irakiens, Jiane Vialle, AS Bomoko, Dieu d'Amour, Ewawa 4 mars, Quartier Sick, St Michel Paolo, Etoile de Ouenzé, Sans

frontière, AS Santé, Wakanda, AS Dépôt, 42 ans, Quartier unis et bien d'autres. Pour officialiser le lancement de cette compétition, un match d'exhibition a opposé Monganga à Moundélé Ngoulou. Au terme de la rencontre, les deux équipes se sont neutralisées sur un score nul et vierge.

Les habitants invités à rendre propre leur quartier

Peu avant le début du tournoi de football, Juste Désiré Mondélé a lancé l'opération « Ouenzé Bopeto », une activité qui permettra aux populations des quartiers 59, 54 et 51 d'assainir régulièrement leur environnement. Le marathon lancé contre l'insalubrité dans la première circonscription électorale de Ouenzé se déroulera durant 30 jours, c'est-à-dire jusqu'au 7 septembre, date à laquelle Juste Désiré Mondélé fera le bilan. Le député de Ouenzé 1, auteur de cette initiative citoyenne, a saisi l'occasion pour inviter les habitants de l'arrondissement 5 à nettoyer, de façon quotidienne, leur parcelle, ruelle et autres espaces publics.

Rude Ngoma

« Ouenzé Lisanga c'est le rassemblement des enfants de Ouenzé. De la poussière de Ouenzé, nous avons sorti d'excellents joueurs qui brillent au niveau international. Nous sommes là pour nous amuser, il faut que le fair-play règne durant la compétition. Respectons les décisions des arbitres parce qu'au finish, nous serons tous gagnants puisque chaque équipe recevra des kits sportifs »

SEMAINE MONDIALE DE L'ALLAITEMENT

Fally Ipupa nommé ambassadeur national de l'Unicef

La star de la musique congolaise vient de rejoindre les centaines d'artistes, d'athlètes et de personnalités à travers le monde qui mettent leur talent au service de la promotion des droits de l'enfant.

Depuis 2017, Fally Ipupa est engagé aux côtés de l'Unicef pour promouvoir les droits de l'enfant, notamment la lutte contre la malnutrition qui touche chaque année dix millions d'enfants à travers la République démocratique du Congo (RDC). Cet engagement pour la cause des enfants lui a valu l'honneur d'être élevé par l'Unicef au rang d'ambassadeur en marge de la Semaine mondiale de l'allaitement maternel.

Pour Edouard Beigbeder, représentant de l'Unicef en RDC, Fally Ipupa, qui a endossé ce nouveau rôle d'ambassadeur national, prêtera sa voix et son talent pour que chaque enfant congolais jouisse pleinement de tous ses droits.

Conscient de la tâche qui lui attend pour promouvoir, protéger et soutenir les pratiques d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant dans le cadre de la promotion de l'allaitement maternel, l'artiste musicien déclare : « Je connais les problèmes et



les attentes des enfants et de la population et j'espère avoir assez d'énergie pour continuer à apporter mon aide à ces enfants ». « Chaque enfant a le droit d'avoir le meilleur départ possible dans la vie puisque les mille premiers jours ont des ef-

fets à long terme sur son avenir », indique-t-il.

La Semaine de l'allaitement maternel est l'occasion de rappeler que le lait maternel est le seul aliment et la seule boisson dont un nourrisson a besoin pendant ses six premiers mois. En RDC,

La star de la musique congolaise, Fally Ipupa un nourrisson sur deux reçoit des liquides et des aliments en plus du lait maternel au cours de ses six premiers mois de vie, ce qui contribue à la malnutrition, aux maladies et même aux décès d'enfants.

L'Unicef et le ministère de la

Santé ont lancé, l'année passée, la campagne dénommée « Plus fort avec le lait maternel uniquement » qui vise à encourager des politiques favorables à l'allaitement et des changements sociaux pour arrêter de donner de l'eau aux nourrissons de moins de six mois. Cette campagne vise à informer les autorités politico-administratives, les partenaires techniques et financiers, les ONG, les entreprises, les associations, les médias ainsi que les communautés et les familles de l'importance de promouvoir, protéger et soutenir les mères pour mieux allaiter leurs enfants afin de bénéficier d'un meilleur départ dans la vie. L'allaitement au sein est bénéfique pour la santé des enfants, surtout en cas d'allaitement exclusif jusqu'à l'âge de six mois. Le lait maternel sauve la vie des enfants car il contient des anticorps qui renforcent leur organisme et les protègent contre de nombreuses maladies de l'enfance.

Blandine Lusimana

Denise Nyakeru Tshisekedi lance la campagne « Plus fort avec le lait maternel uniquement »

L'opération vise à mener un plaidoyer en faveur de la promotion et du soutien de la pratique de l'allaitement exclusif au sein jusqu'à l'âge de six mois.

La première dame, Denise Nyakeru Tshisekedi, a lancé la vaste campagne, dans le cadre de la semaine mondiale de l'allaitement maternel, le 10 août au Pull Man Hôtel, en présence du ministre de la Santé publique, hygiène et prévention, le Dr Jean-Jacques Mbungani; du représentant de l'Unicef en République démocratique du Congo (RDC), Edouard Beigbeder, et de bien d'autres acteurs intervenant dans le secteur de la santé.

La malnutrition reste un fléau pour la RDC malgré les efforts fournis par le gouvernement ainsi que les partenaires techniques et financiers. Cependant, il est possible, grâce à la promotion de l'allaitement maternel exclusif jusqu'à l'âge de six mois, d'inverser la tendance. D'où l'appel de la première dame à la mutualisation des efforts en fonction de responsabilités de chacun afin de contribuer à la réduction de la malnutrition, l'une des causes de la mortalité infantile dans le pays. En tant que mère et consciente de tous les avantages que procure l'allaitement maternel, Denise Nyakeru Tshisekedi demande aux mères de recourir à cette pratique qui contribue à la croissance de l'enfant. « En tant que mère, je ne peux qu'inviter les autres mères à strictement donner le lait maternel sans eau



Denise Nyakeru Tshisekedi avec les enfants reporters

à nos enfants dès la naissance jusqu'à l'âge de six mois », indique-t-elle, tout en rappelant les avantages de l'allaitement maternel aussi bien pour le nourrisson, la mère que la communauté.

Le lait maternel, fait-elle savoir, offre un bon départ dans la vie de chaque enfant grâce à un bon développement du cerveau. Il augmente le quotient intellectuel, permet tout aussi de sauver la vie des milliers d'enfants de moins de 5 ans et contribue à la prévention de la malnutrition sous toutes ses formes.

« C'est le seul lait qui contient des anticorps et renforce le système immunitaire contre les mala-

dies. En dernier lieu, ce lait apporte tous les éléments nutritifs et de l'eau pour l'enfant pendant les six premiers mois de sa vie.

C'est pour ces bonnes raisons que relayant le thème mondial l'allaitement maternel, une responsabilité partagée, j'invite à mon tour les prestataires de soins, les organes de presse, les autorités à tous les niveaux, la société civile, les ONG nationales et internationales, les agences de l'ONU, la associations, les secteurs privés, les pères, les familles, bref tous les membres de la communautés, d'accompagner les mères à allaiter exclusivement les enfants au sein jusqu'à six mois », a-t-elle

déclaré.

Pour la réussite de cette campagne, la première dame compte sur « l'implication de chacun dans la mobilisation de toutes les couches pour la protection, la promotion et le soutien de l'allaitement exclusif en RDC car c'est ensemble que des petites bonnes actions contribuent à un monde meilleur ».

Le soutien des partenaires

L'un des partenaires traditionnels de la RDC dans les questions de l'enfance, l'Unicef réitère une fois de plus, par le biais de son représentant en RDC, son soutien. « Les partenaires de la nutrition,

tous ensemble, réaffirment leur soutien au gouvernement de la RDC pour améliorer la santé de la population de manière générale et celle des enfants de moins de cinq ans en particulier », a indiqué le représentant de l'Unicef.

Edouard Beigbeder invite les papas, les mamans, les gardiens de l'enfant, les agents de santé, les encadreurs, les leaders d'opinion, les secteurs public et privé, les journalistes à pratiquer et à encourager l'allaitement maternel exclusif des enfants pour leur donner un bon départ dans la vie. Pour rappel, la campagne dénommée « Plus fort avec l'allaitement uniquement » a pour objectif de plaider pour que la RDC continue à améliorer la couverture de l'allaitement maternel sans eau afin d'inverser la tendance de la malnutrition et d'informer les autorités politico-administratives, les partenaires techniques et financiers, les entreprises, les ONG, les associations de médias, de communautés et les familles de l'importance de promouvoir, protéger et soutenir l'allaitement maternel exclusif sans eau, de faire un plaidoyer au niveau national et provincial pour accroître les investissements et les changements politiques en faveur de l'allaitement maternel.

B.L.

PARTICIPATION DE LA RDC À LA COP 26

Harmonisation de vues entre l'Assemblée nationale et le gouvernement

La question a été à l'ordre du jour de l'audience accordée par la vice-Premier ministre, ministre de l'Environnement et développement durable, Eve Bazaiba, à une équipe de la commission Environnement, tourisme, ressources naturelles et développement durable de la chambre basse du parlement.

Une délégation de la commission Environnement, tourisme, ressources naturelles et développement durable de l'Assemblée nationale s'est entretenue, le 9 août 2021, avec le vice-Premier ministre, ministre de l'Environnement et développement durable, Eve Bazaiba Masudi, sur les préparatifs de la Cop26. Cette entrevue a permis une convergence de vues pour une représentation effective de la République démocratique du Congo (RDC) en tant que nation à ces assises prévues à Glasgow, au Royaume Uni. « ...Nous avons souhaité que la RDC, en tant que nation,

ait un seul et même son de cloche, dans le cadre de la préparation de ce grand forum international. Il ne faut pas qu'il y ait des sons discordants au niveau du gouvernement, au niveau du parlement, du côté de la société civile, il faut que tous puissent parler un même langage », a souligné le président de ladite commission, l'honorable Constantin Mbengele,

Les eaux de la rivière Kasai
Un autre sujet évoqué entre cette délégation parlementaire et le vice-Premier ministre Bazaiba a été la coloration des eaux de la rivière Kasai. Au cours de cet

échange d'informations sur cette question très préoccupante, il a été relevé que cette coloration des eaux de la rivière Kasai affecte l'espace faunique environnant ainsi que les poissons et autres espèces vivant dans cette rivière. Le chef de la délégation parlementaire a également relevé que cette situation touche aussi la population riveraine. « *A ce stade, je pense qu'il y a des équipes du ministère qui vont se déplacer, qui vont se rendre à Tshikapa, dans le Kasai, et dans le Bandundu afin d'avoir la certitude sur la cause de ce phénomène qui paraît exceptionnel*

en son genre », a fait savoir Constantin Mbengele. Et de noter que ce n'est qu'après avoir identifié les vraies causes de cette coloration qu'on pourra envisager des solutions idoines. La conférence de Glasgow de 2021 sur les changements climatiques, rappelle-t-on, est une conférence internationale organisée par les Nations unies qui se déroulera du 1er au 12 novembre à Glasgow, en Écosse. Elle est la vingt-sixième Conférence des parties (d'où son acronyme : COP26), qui réunit les pays signataires de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques. L'or-

ganisateur de cette édition est le Royaume-Uni, en partenariat avec l'Italie. La RDC, forte de sa contribution pour la préservation du climat, compte avoir des compensations équitables pour ses efforts et sacrifices consentis. C'est donc dans ce cadre que le vice-Premier ministre en charge de ce secteur multiplie des actions en vue de permettre au Congo de rentrer dans ses droits en tant qu'un grand contributeur dans la préservation du climat mondial qui renferme l'un des poumons de la planète, avec la forêt du Bassin du Congo.

Lucien Dianzenza

NORD-KIVU

Deux officiers condamnés à perpétuité

Les deux hauts gradés de l'armée congolaises, qui s'en sont venus aux mains à l'aéroport de Goma, ont été reconnus coupables de coups et blessures volontaires et violation des consignes « en période de l'état de siège ».



Les deux officiers « pugilistes » DR

La cour militaire du Nord-Kivu vient de condamner à perpétuité deux officiers des Forces Armées de la République démocratique du Congo (FARDC) qui se sont battus à l'aéroport international de Goma et dont la vidéo du pugilat a été abondamment partagée sur les réseaux sociaux. Le verdict du procès en flagrance organisé contre eux est tombé le 10 août, après deux jours d'audiences. Le major Rimenze Kangongo Bisimwa et le capitaine Paulin Mukando Muzito ont été reconnus coupables de coups et blessures volontaires et violation des consignes « en période de l'état de siège ». Ce verdict, note le média en ligne 7sur7.cd, répond au réquisitoire du ministère public, qui, lors du procès du 9 août, a requis la perpétuité pour les deux militaires. Il est, en effet, rappelé que la semaine dernière, une vidéo devenue virale avait montré les deux officiers de l'armée congolaise en train de se battre dans les installations de l'aéroport international de Goma, dans le Nord-Kivu. Des personnes présentes, des militaires comme eux, hésitaient pour les départager étant donné que les deux « pugilistes » étaient leurs supérieurs en grade, l'un étant capitaine et l'autre major.

La cour militaire saisie, les deux officiers ont été arrêtés par leurs collègues puis déferés devant les instances judiciaires compétentes qui ont décidé de leur mise en détention à perpétuité.

Lucien Dianzenza

IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

Un outil industriel performant rapide.

OFFSET
NUMÉRIQUE
SÉRIGRAPHIE
PELLICULAGE
DOS CARRÉ COLLÉ
CONCEPTION GRAPHIQUE





UNE LARGE GAMME DE PRODUITS



Journaux



Magazines



Chemises à rabat



Cartes de visite



Calendriers



Livres



Flyers, Affiches

PRELÈVEMENT

Quotidiens
Hebdomadaires
Mensuels
Numéros spéciaux...

OFFSET

Chemises à rabat
Magazines
Livres
Dépliants
Documents administratifs
Calendriers
Flyers
Affiches
Divers

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317
imp.bc@adiac-congo.com

B4, boulevard Denis-Sassou-N'Gessou
Brazzaville - République du Congo



RASSEMBLEMENT POUR LA DEMOCRATIE ET LE PROGRES SOCIAL (RDPS) COMMUNIQUE FINAL SANCTIONNANT LES TRAVAUX DE LA SESSION INAUGURALE DU COMITE DIRECTEUR DU RDPS

Convoqué par acte n° 2021-09/DRPS/BP/PDT du 02 juillet 2021, le Comité Directeur du RDPS issu du 3^e congrès ordinaire de décembre 2020, s'est réuni ce dimanche 08 août 2021 à Pointe-Noire dans la salle de conférence de l'Hôtel Elais, sous la direction du camarade Jean Marc THYSTERE TCHICAYA, Président du Parti qu'entouraient les autres membres de la Coordination Nationale. Une seule allocution a été prononcée à la cérémonie d'ouverture, celle du Président Jean Marc THYSTERE TCHICAYA.

Après avoir fait observer une minute de silence en mémoire des camarades qui nous ont quittés. Le Président du R.D.P.S a souhaité la bienvenue aux membres du Comité Directeur présents à la session.

Poursuivant son propos, Le Président du R.D.P.S a félicité l'ensemble des militants du Parti pour leur vote massif en faveur de Son Excellence Monsieur Denis SASSOUNGUSSO, candidat de la Majorité Présidentielle à l'élection du

21 mars 2021, élection qui l'a plébiscité à 88,40%.

Le Président du R.D.P.S a ensuite donné des directives relatives à :
-La nécessité impérieuse de se faire vacciner afin d'atteindre une immunité collective correspondant à 60% de la population vaccinée, cela permettra au gouvernement de lever les mesures restrictives. Le Président du R.D.P.S a ajouté que la vaccination ne doit en aucun cas occulté la nécessité de continuer à appliquer strictement les mesures barrières particulièrement le port du masque.

-Pour une bonne organisation du Parti aux prochaines échéances électorales, la mise en place d'un Comité National d'investiture s'impose.

Après quoi, Le Président du R.D.P.S a déclaré ouvert les travaux de la session inaugurale du Comité Directeur.

L'ordre du jour de la session était composé des points ci-après :

1. Contrôle de présence,
2. Examen et adoption de l'ordre du jour ;
3. Examen et examen du règlement intérieur des travaux ;
4. Mise en place des instances des travaux ;
 - Présidium
 - Secrétariat
 - Police
5. Examen et adoption :
 - a. Du règlement intérieur du Parti b. Du plan d'action 2020-2025,
 - c. Du budget prévisionnel exercice 2021 ;
6. Présentation des commissions :
 - a. La Commission Nationale de Contrôle et d'Evaluation ;
 - b. Le Président de la Conseil National des Anciens ;
 - c. Les Présidents des Commissions Techniques ;
7. Divers
 - La question de la dynamique 2021 ;
 - Les candidatures aux élections législatives et locales de 2022.
8. Examen et adoption des motions ;
9. Examen et adoption du communiqué final.

Examinant les points inscrits à l'ordre du jour, le contrôle de présences a donné les résultats suivants :

- Attendus : 271 ;
- Présents:255 ;
- Excusés :09
- Absents :07 ;

L'ordre du jour et le règlement intérieur des travaux ont été adoptés sans amendements.

Les instances des travaux se présentent ainsi qu'il suit :

Présidence des travaux :

- Président, Jean-Marc THYSTERE TCHICAYA,
- Membres : les autres membres de la Coordination Nationale.

Secrétariat :

Président : Jean Aimé TCHIBOTA TATY Rapporteur : Michel KONKO

Membres :

- Pierre MAKAYA -NIOKA
- Médecie POATY- ANDZOLI ;
- Jean Christophe MAKOUNDI ;
- Anicet BALHOU MAKAYA ;
- Germain DJIMBI ;
- Florent PAMBOU ;
- Jean Claude TATY COSTODES ;
- Bernard MBOUITY.

Police :

Responsable : Jean Baptiste ITOUA Membres :

- Egeber NOMBO ;
- Christian Lavoisier MABIALA BOUANGA ;
- Jean Claude LOEMBE.

Au point 5 :

- le règlement intérieur du parti et le plan d'action 2020-2025 ont été adoptés avec amendements ;
- le budget prévisionnel 2021, adopté sans amendements.

Les informations relatives à la dynamique 2021 et aux candidatures relatives aux

élections législatives et locales de 2022 ont fait l'objet des échanges qui ont abouti pour la dynamique 2021, la Commission Nationale de Contrôle et d'Evaluation traitera le dossier avec diligence.,

Quant aux candidatures, interdiction est faite aux membres du Parti prétendants candidats aux prochaines élections d'anticiper toute annonce jusqu'à la mise en place du Comité National d'Investiture.

A l'issue des travaux de la session inaugurale, les membres du Comité Directeur ont adopté deux (02) motions à savoir :

- Une motion de remerciements à son Excellence monsieur Denis SASSOUNGUSSO, Président de la République, Chef de l'Etat pour sa confiance renouvelée à Jean-Marc THYSTERE TCHICAYA, Président du R.D.P.S en le reconduisant au gouvernement comme Ministre des Transports, de l'Aviation Civile et de la Marine Marchande.
- Une motion de confiance au camarade Jean-Marc THYSTERE TCHICAYA l'invitant à redoubler d'ardeur dans sa volonté de servir la République en vue de la réalisation du projet de société du Président de la république à savoir « Ensemble, poursuivons la marche ».

Commencés à 12H 30, les travaux de la session inaugurale du Comité Directeur ont pris fin 17 H dans climat empreint de chaleur militante.

**Fait à Pointe-Noire, le 08 août 2021
Le Comité Directeur.**

LIVRE

« Il s'en est allé » présenté au public

La présentation de l'ouvrage de Clark Christelle Milandou, édité à L'Harmattan Congo, a eu lieu au Mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza, en présence du président du Conseil supérieur de la liberté de communication, Philippe Mvouo, des écrivains, et des hommes en uniforme.

Dans cet ouvrage de cent-douze pages préfacé par Marcellin Mounzeo-Ngoyo, l'auteure rend hommage à son défunt époux Jean Serge Godefroy Coopell Mpiere. Elle conduit les lecteurs dans son univers où sont révélés sans économie de mots les mystères d'amour, de douleur et de passion pour immortaliser l'homme qu'elle a tant aimé.

« Il s'en est allé » est constitué de sept chapitres : Itinéraire vers les lumières ; L'homme et sa vision ; Préparatifs et rituels du départ pour la Centrafrique ; L'Enigme d'une mort ; Bambari « souvenir cruel » ; Quelques anecdotes ; Les témoignages. Tout avait commencé, écrit l'auteure, par une note interne référencée NDS n000328/MID/MDN/GAS/SEC du 26 octobre 2019 désignant le commandant J.S Mpiere comme commandant de l'Unité de police constituée (UPC-6) au sein de la mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation de la Centrafrique (Munisca).

Clark Christelle Milandou dit qu'elle a commencé cet opuscule d'hommage à son époux par la citation d'un texte qui transporte la puissance des croyances africaines sur la mort. Ce poème de Birago Diop lui a amenée à se poser la question de savoir si la mort n'était pas seulement une autre forme de vie, mais dans une dimension éthérique ou australe. « L'ambiguïté que revêt cette question m'oblige à me faire violence

pour essayer, arrêter mes larmes qui coulent depuis ce 22 juillet 2020, lors de ton départ inopiné. Je continue à scruter tes pas vers cet horizon à la fois lointain et proche où s'est évaporée dans les nuages de l'éternité ta silhouette. Je suis allée chercher et trouver au plus profond de mon être physique et spirituel les ressources nécessaires pour surmonter cette terrible épreuve qui m'a plongée ipso facto dans un grand désert de solitude, de réflexion et d'interrogations », écrit l'auteure.

Ajoutant que l'arrachement de son autre soi à son affection demeure plus que brutal et affligeant. Durant sa marche solitaire dans son désert qui lui tient lieu d'espace de vie et de conseiller silencieux, une attitude s'impose à elle : dialoguer avec son père céleste afin qu'il lui reconfigure. « *Quels verrous ai-je pour me sentir en sécurité ? Quels messages m'envoient la nature et ton esprit à travers tous les signaux physiques et oniriques, même les plus faibles, voire invraisemblables ?* »

Une passion qui ne meurt pas

Dans la préface du livre, Marcellin Mounzeo-Ngoyo écrit : « *Il s'en est allé sans dire au revoir à son épouse. Il s'en est allé sans un dernier regard à ses enfants. Il s'en est allé sans un dernier sourire à ses parents et à ses amis. Il s'en est allé pour ne plus jamais revenir. La mort n'a rien de romantique. Au-delà des mots,*



Lors de la présentation et dédicace du livre (crédit photo/Adiac)

j'éprouve avec toi la douleur qui traverse ton quotidien. Tu as trouvé la meilleure manière de lui rendre hommage, car l'immortaliser dans tes écrits comblerait tant soit peu le vide qu'il laisse. Nous nous souviendrons de lui tel que tu l'as décrit. Nous le verrons tel que tu l'as présenté et nous l'aimerons toujours tel que tu l'as aimé. »

A l'occasion de la présentation de cet ouvrage, le Pr Grégoire Lefouoba a dit de l'auteure : « *Votre époux continue à inspirer votre vie au service de l'humanité par le biais de la récession mémorielle par l'écriture* ». Poursuivant que les heures de génie sont presque aussi rares, que les hommes de génie sont presque aussi rares, que les autres écrivains sont comme des moines

soumis à la loi de l'effort...

Critiquant ce livre, le Pr Mukala Kadima Njuzi a indiqué que le titre de cet ouvrage « Il s'en est allé » est un euphémisme, car il ne donne pas son sens immédiatement. Parce que « Il s'en est allé » peut signifier il est parti, il a quitté les lieux, il est rentré chez lui. Ici, « Il s'en est allé » signifie que la personne est décédée... Indiquant que c'est à partir du chapitre II que l'auteure sort de son propre discours pour parler du défunt.

Le Pr Mukala Kadima Njuzi conclut en disant que ce livre révèle trois choses : la première, c'est cette passion qui ne meurt pas, cette passion pour son mari défunt. Elle l'exprime avec force. La deuxième chose, c'est que l'écriture de ce livre est une écriture

maîtrisée. L'auteure fait un choix des mots pour exprimer son attachement, son amour pour l'être aimé, l'être défunt. La troisième chose, c'est le don naturel de l'auteure.

Née à Brazzaville, Clark Christelle Milandou (veuve Mpiere) est mère de trois enfants. Titulaire d'un Master en sciences du management, elle s'installe à son propre compte après une vie active de vingt-un an en entreprise. Aujourd'hui, elle est présidente de l'association « L'âme des sans voix » qui a pour vocation d'aider les veuves, les orphelins et les prisonniers. Passionnée d'écriture, elle se lance en littérature avec ce premier livre qui rend hommage à son époux.

Bruno Okokana

FOOTBALL

Un tournoi-inter quartiers pour honorer la jeunesse de Djiri

Le département de la jeunesse, sports et loisirs de la section Parti congolais du travail (PCT) –Djiri a organisé une compétition sur le thème « Jeunesse de Djiri engagée, pour la continuité de la marche vers le développement », afin que le sport et ses valeurs croissent dans l'arrondissement 9.

Le tournoi inter-quartiers, lancé le 7 août à Bikaroua, regroupe seize équipes issues des huit quartiers de l'arrondissement 9 Djiri, notamment Mikalou-Madzouna, Jacques Opangault, Matari, Nkombo, Itatolo, Manianga, Makabandilou et Academie-Bilolo. Il se dispute jusqu'au 17 août en élimination directe. En match d'ouverture, l'équipe du PCT Djiri a battu Mopepe ya sika (4-3).

Ce challenge, comme l'estiment les organisateurs, offre aux habitants dudit arrondissement un cadre idéal pour montrer l'étendue de leur talent dans un esprit de fair-play. « La



Les équipes attendant le coup d'envoi du tournoi

compétition a pour mission d'offrir aux populations de Djiri un bon tournoi de football avec fair-play et joie pour que les joueurs expriment la plénitude de leur talent avec hardiesse et qu'ils

séduisent les spectateurs par le contenu des matches très disputés », a souligné le comité d'organisation du tournoi inter-quartiers.

Son organisation s'inscrit dans le cadre des activités

prévues dans l'agenda de la section PCT-Djiri. « Ces activités témoignent combien le parti croit en sa jeunesse. Elles expriment le fait que cette formation politique n'a pas oublié sa jeunesse. Elle ne

cesse de travailler pour lui garantir un devenir afin d'assurer un avenir et une espérance », a commenté Lavy Sekangué, secrétaire chargé de la jeunesse, sports et loisirs.

James Golden Eloué